AT TAHRIR

h e b d o m a d a i r e

sommaire

A propos de la date des ELECTIONS GENERALES	1
Communiqué de l'Union Nationale des Forces Populaires, relatif au discours royal annonçant les Elections :	3
L'Union Nationale des Etudiants du Maroc décide une collecte en faveur des ouvriers de BOUBEKEUR	4
Une certaine aide étrangère ... " NOUS N' ACCEPTONS PAS"	5
A Sidi Bennour : Imposer les créatures du Front	6

n° 6

7 MAI 1963

U.N.F.P.

SECTION des ETUDIANTS de PARIS

A PROPOS de la DATE DES ELECTIONS GENERALES :

- Une décision subite mais qui ne surprend point :

Le Roi HASSAN II a décidé que les élections générales se dérouleront le 17 Mai prochain. Par cette décision il fait savoir nettement qu'il passe outre la volonté populaire et l'avis des organisations nationales authentiques qui demandent à participer à l'élaboration de la loi électorale et exigent des garanties juridiques et administratives pour que les élections se déroulent dans une ambiance de démocratie, d'équité et d'impartialité.

Mais le roi n'est naturellement pas de cet avis. Il choisit de décider du sort du pays et de celui de ses prochaines institutions selon sa fantaisie et selon le bon vouloir de ses partisans du nouveau parti.

L'opinion publique marocaine et arabe ont été surprises par cette décision subite à laquelle on ne s'attendait point. Mais ceux qui suivent le développement de la situation au Maroc et la réputation qu'a le régime à l'extérieur ne s'étonnent pas du contenu du discours prononcé hier.

- Echec, isolement et alignement :

L'échec essuyé par le pouvoir féodal au Maroc dans les domaines économiques et financiers est d'une gravité qui caractérise la réputation du Maroc et sur le plan Africain, et sur le plan arabe, il est également patent et constaté par tous les observateurs. Il place le Maroc dans une impasse dont il ne sait comment s'en sortir.

Le scandale de l'affaire de Mauritanie que le pouvoir renonce à revendiquer restera à jamais une marque d'abandon et de recul dans une affaire considérée comme l'une des plus importantes questions nationales. Les mesures que prend le pouvoir royal pour s'engager dans la voie de la dépendance financière, économique et politique du Gouvernement du Général De GAULLE, et d'autres états colonialistes, ces mesures constituent également une des caractéristiques du pouvoir depuis trois ans. Cela est tellement vrai que les hommes au pouvoir n'ont d'autre espoir que dans le soutien et l'aide que ces Etats colonialistes apportent au Trésor marocain non pour résoudre la crise asphyxiante mais pour en retarder l'échéance pendant quelques mois.

- Le parlement des dociles et des moutons de panurge :

Tous ces mobiles incitent le Palais Royal à précipiter la date des élections prochaines pour que le Parlement préfabriqué en vue, prenne sur lui la responsabilité des décisions graves qui doivent être prises dans les domaines financier, monétaire, du Marché Commun et dans l'affaire de Mauritanie. C'est pourquoi on s'efforce pour que le Parlement préfabriqué comprenne une majorité de membres dociles qui décident selon la volonté du milieu du Palais Royal.

A cet effet on a constitué le pseudo-Front pour la Défense des Institutions Constitutionnelles comme étant une nécessité impérieuse de l'avis du promoteur de cette politique. Gouverneurs, caïds, Pachas et tous les agents d'autorité dans toutes les régions du Maroc constituent les véritables cadres du Front en question, indiquant les instructions qu'ils ont reçues.

Si nous avons traité ce sujet à maintes occasions, le discours royal vient aujourd'hui confirmer le but que l'on vise derrière la constitution du Front, à savoir le désir de créer une organisation dont la base sera constituée par l'appareil administratif lui permettant de fabriquer un parlement docile et téléguidé.

- Les faits démentent les allégations du discours Royal :

C'est pourquoi les expressions contenues dans le discours Royal prétendant que le Roi observera la neutralité et qu'il n'influencera pas le choix des citoyens sont des expressions que les faits et le parti-pris de l'administration démentent.

Le communiqué publié à cet égard par l'Union Nationale des Forces Populaires confirme ce dont parlent tous les citoyens et des villes et des villages.

Le "FRONT" a été constitué au Palais Royal, et le Roi est seul responsable des instructions "mobilisant" l'appareil administratif.

En plus du fait déjà connu que seul le FRONT utilisera à son profit la Radio-diffusion et la Télévision, en plus du fait que les fonds de l'Etat et l'appareil de l'administration seront à sa disposition pour les utiliser et les dépenser comme bon lui semble - le prétendu Front qui agit ainsi est un front formé au Palais Royal. Il suffit de dire à ce sujet que le leader n'est autre que le Directeur du Cabinet Royal en même temps ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture.

Quant aux ordres nets et énergiques donnés aux gouverneurs et aux agents de l'administration, eux aussi émanent du Cabinet Royal ; seul le Roi en personne en est responsable.

- Ce sont les colonialistes qui ont fabriqué la loi électorale :

Un autre signe qui démontre le parti-pris total et flagrant du Palais Royal réside dans le fait que la loi électorale n'a pas encore été promulguée alors que la date des élections est fixée (1) - Tout le monde sait que ce sont les collaborateurs colonialistes qui ont été chargés d'élaborer la loi règlementant les fausses élections; la fraude et la pression contre les citoyens. Malgré cela la volonté royale ne décide pas d'annoncer à l'opinion publique les contenus des dispositions de la dite loi.

Cela veut dire que le Palais Royal et les dirigeants du prétendu Front sont les seuls à connaître les dispositions en question. C'est ce qui leur permet de s'organiser pour affronter la campagne électorale pendant que toutes les organisations nationales et le peuple marocain tout entier ignore la loi électorale et ignore de ce fait son sort.

Il est très probable que le Palais Royal attendra la dernière heure pour rendre publique la loi qu'il a préparée (1), loi prise par les colonialistes dans l'intention de prendre au dépourvu l'ensemble du peuple et ses organisations nationales.

-- L'intention consiste à organiser la fraude :

De tels agissements se passent de commentaires et d'analyses car ils illustrent le parti-pris et dénotent une intention nette d'organiser le truquage des élections afin que les résultats arrangent les auteurs de ce truquage.

Nous avons déjà souligné à l'occasion du prétendu Référendum que la Constitution octroyée vise à légaliser et codifier le pouvoir féodal, à préparer la dépendance économique et financière à l'égard du colonialisme. Aujourd'hui les premières mesures annoncées par Hassan II relatives à l'application de la Constitution viennent confirmer ce que nous avons dit bien avant.

(1) : Signalons que la loi électorale a été promulguée cette nuit par Dahir n°: 1 - 63-118 du 22 Kaada 1382.

- Vers une situation illégale :

Maintenant devant cette volonté délibérée de pousser les élections et de travestir les résultats, devant la situation très grave où se trouve le pays soumis au joug d'un pouvoir féodal et réactionnaire durant ces trois dernières années et plus particulièrement ces derniers mois, il ne reste plus aux citoyens qu'à se montrer intransigeants devant ces manœuvres flagrantes et à dénoncer les traîtres et les féodaux qui vont parler au nom de la Constitution et devenir les défenseurs du pouvoir féodal.

Les citoyens doivent se persuader qu'un régime qui prend la tournure de celui que nous avons actuellement est un régime qui constitue une situation illégale et une pagaille qui risque d'engendrer des conséquences graves dont le pouvoir absolu serait l'unique responsable.

(AT-TAHRIR du 19 Avril 1963)

COMMUNIQUE

de l' UNION NATIONALE DES FORCES POPULAIRES
relatif au discours Royal annonçant les Elections Législatives.

- " Dans un discours radiodiffusé, le Roi HASSAN II vient de fixer avec une précipitation suspecte à la date du 17 Mai 1963 les élections générales de la Chambre des représentants.
 - " Aussi le pouvoir absolu donne encore une fois la preuve de son obstination délibérée à ignorer la volonté populaire, les règles élémentaires de la démocratie, en s'arrogeant le droit d'imposer à la Nation la loi électorale et la date des élections conformément à sa convenance et au seul intérêt de ses partisans.
 - " Le Secrétariat Général de l'Union Nationale des Forces Populaires dénonce avec vigueur le caractère trompeur de ce discours par lequel le Chef de l'Etat prétend s'engager à s'abstenir de tout ce qui peut guider ou orienter le choix populaire.
 - " Cette affirmation est contredite par les faits, dont les plus flagrants sont les suivants :
- 1°) La constitution du soit-disant F.D.I.C. est celle d'un groupement fabriqué de toute pièce par le Palais-Royal. Des directives ont été données aux gouverneurs de provinces, aux Caïds et Pachas ainsi qu'aux représentants locaux de l'Administration pour qu'ils deviennent les agents recruteurs de ce groupement. Les fonctionnaires appartenant à diverses administrations font l'objet de pressions directes ou indirectes afin qu'ils proclament leur adhésion ou acceptent d'être les candidats du Palais-Royal. Dans certaines localités, des magistrats même ont été désignés pour représenter le F.D.I.C.
De tels faits ne violent pas seulement les règles statutaires de la Fonction Publique et de la Magistrature, ils violent de façon grossière même les règles de la Constitution que le pouvoir absolu s'est octroyé en Décembre dernier.
 - 2°) Dans certaines localités les agents de l'autorité locale déclarent ouvertement que les paysans qui ne voteraient pas pour le candidat du "Parti Royal" (F.D.I.C) seraient soumis au paiement immédiat des arriérés du Tertib et autres dettes résultant du crédit à la semence et à l'équipement.

- 3°) Les anciens collaborateurs de l'Administration coloniale, les traîtres et certains féodaux sont convoqués par l'Administration locale qui leur promet leur réhabilitation et leur dédommagement s'ils adhèrent au Parti Royal qui s'engage à les protéger.
- 4°) Enfin la date des élections est fixée avant même la promulgation de la loi organique concernant la Chambre des Représentants, et de la loi électorale.
Celle-ci qui a été fabriquée par les techniciens de la colonisation reste encore secrète et seul le Roi et l'équipe du F.D.I.C. en connaissent la teneur.
- " Cette façon de procéder témoigne d'un mépris total du peuple des mouvements politiques authentiquement nationaux qui ont milité pendant des dizaines d'années au prix de souffrances, de sacrifices et de deuil pour que le Maroc conquière son indépendance.
- " Le Palais-Royal qui commet de tels actes de détournements de pouvoir ne peut se déclarer impartial. Il se permet de mettre à la disposition d'un groupement de fantoches, de traîtres et de courtisans, l'appareil administratif de l'Etat avec ses agents, la Radio et la Télévision, ainsi que l'argent du Trésor public. Il choisit donc de devenir parti dans le conflit et de généraliser une situation d'illégalité à tous les échelons dans l'ensemble du pays. Il prend ainsi une très lourde responsabilité devant le peuple marocain, l'opinion arabe et africaine et l'opinion internationale,

CASABLANCA, le 18 Avril 1963
Le Secrétariat Général

L' UNION NATIONALE des ETUDIANTS du MAROC

mobilise toute son organisation en vue d'une collecte d'aide en faveur DES OUVRIERS de BOUBEKER :

La grève déclenchée le 18 Février par les 1300 ouvriers des mines de BOUBEKER pour amener la société qui exploite ces mines à revenir sur le licenciement arbitraire de plusieurs dizaines de travailleurs, cette grève a montré plus clairement que jamais que le gouvernement de HASSAN II est le défenseur attitré des intérêts des sociétés colonialistes et l'ennemi déclaré des masses laborieuses

En mettant ses forces de répression (Police, armée, tribunaux) à la disposition des patrons français pour semer la terreur dans toute la population de l'Oriental, en manifestant une indifférence totale à l'égard des préjudices que porte à l'économie nationale la position de la société colonialiste dont les profits durant les dix dernières années s'élèvent à plus de 20 milliards de francs - en allant même jusqu'à prodiguer à cette société après le déclenchement de la grève de nouvelles "aides" qui se chiffrent à 210 Millions de Francs Le pouvoir actuel est resté en fait fidèle à sa nature politique de régime anti-national et anti-populaire.

Devant cette attitude du gouvernement royal et devant le courage et la persévérance des mineurs de Boubekour, en grève depuis 58

jours, il devient urgent que la plus large et la plus efficace solidarité soit apportée aux mineurs pour qu'ils puissent continuer leur combat et faire triompher leur juste cause.

L' U.N.E.M. qui est convaincue que l'avenir des étudiants, en tant que jeunes intellectuels, est fondamentalement lié à la lutte quotidienne des masses laborieuses, juge qu'il est de son devoir de participer activement au mouvement de solidarité en faveur des mineurs de Boubekeur et à cet effet, organise une souscription à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

NOUVELLES : " Après l'acquittement prononcé en faveur de 13 ouvriers détenus de BOUBEKEUR, vingt autres ouvriers sont toujours incarcérés " :

Le Tribunal Régional d'OUJDA a examiné hier samedi l'affaire de 13 ouvriers de la société Zellidja de BOUBEKEUR dont 11 étaient détenus et les deux autres en liberté provisoire.

Les ouvriers détenus étaient défendus par Maître Maati Bouabib, Abdelhak Al Alami et Triqui.

Devant l'inconsistance du dossier et le manque de preuves établissant l'accusation, le Tribunal a prononcé l'acquittement de tous les inculpés et ordonné leur libération immédiate.

Il convient de signaler qu'un certain nombre d'autres ouvriers environ 20 sont encore détenus et n'ont pas encore été déférés au Tribunal bien que trois semaines se soient écoulées depuis leur incarcération.

(At-Tahrir des 21/ 22 Avril)

==== N O U S N ' A C C E P T O N S P A S ====

(Editorial d'AT TAHRIR
des 21/ 22 Avril 1963)

Aide, assistance et générosité sont des mots bien beaux et dénotent un sentiment philanthropique très noble ... mais cela dans la mesure où l'aide, l'assistance et la générosité s'effectuent en demeurant dans leur véritable contexte et ne cachant pas d'autres desseins.

Mais à partir du moment où le contexte véritable est dépassé, à partir du moment où les mots perdent leur sens véritable et ne représentent plus pour ceux qui les prononcent que profit et tours à jouer aux gens, alors ces mots deviennent l'enseigne indiquant des intentions viles et vénales de ceux qui prétendent agir au nom de l'aide, de l'assistance et de la philanthropie.

Ceci c'est le cas précisément de l'aide étrangère attribuée au pouvoir absolu lors de la campagne du prétendu référendum. C'est encore le cas de l'aide qui commença à lui parvenir à l'occasion de la campagne électorale qui se prépare.

En plus de la sympathie et de l'aide morale que certains Etats Occidentaux témoignent et apportent au pouvoir féodal qui régit le pays, ces Etats occidentaux lui allouent également des aides matérielles dans le but de le conseiller et de renforcer toute son administration pourrie.

Les circonstances dans lesquelles ont été attribuées les aides d'il n'y a pas longtemps, les circonstances qui entourent l'aide qu'ils se préparent à fournir aujourd'hui les milieux américains et français montrent d'une manière certaine que le but visé hier et que l'espoir nourri aujourd'hui consistent à assurer le succès du pouvoir à un moment où il se trouve dans une situation fort critique, et à lui donner un coup de main pour l'aider à l'emporter sur l'opposition et ce à n'importe quel prix quand bien même cela doit se faire au détriment des besoins de plusieurs dizaines de millions de marocains et sur le compte de la misère où ces marocains se débattent, et sans hésiter à acheter certaines consciences.

Nos mécènes ne se rendent-ils pas compte que leur intérêt commande qu'ils ne persistent pas dans ce genre "d'action philanthropique".

Ne se rendent-ils pas compte que leur calcul ne peut qu'aboutir à des résultats lourds de conséquences dont l'exemple peut être fourni par ce qui s'est passé dans de nombreux autres pays ?

Les masses populaires en tout cas ne sont pas du tout disposées à accepter une aide empoisonnée qui ne vise qu'à généraliser la déconfiture, la corruption, et qu'à renforcer leurs bases et ses centres dans ce pays.

NOUVELLES DE SIDI BENNOUR -

Les autorités du pouvoir féodal dans la région de CASABLANCA et de MARRAKECH multiplient les provocations en vue : d' IMPOSER LES CREATURES DU FRONT D'HASSAN II

Le ministre KHATIB et le Féodal OU ASSOU dirigent les opérations.

Traitres, caïds et chioukhs mobilisés dans l'ensemble de la province.

Ainsi que nous l'avons signalé dans une précédente correspondance, le caïd Mokhtar BOUDRAA ne cesse de passer outre ses responsabilités administratives et de consacrer tout son temps aux contacts personnels et collectifs en vue de constituer une section du nouveau Front Royal.

Acet effet, il ne limite pas son activité au seul fief relevant de son commandement. Il l'étend à l'ensemble des autres circonscriptions, empiétant ainsi sur les attributs des autres caïds. Au lieu de recevoir les instructions de la Préfecture comme cela aurait dû se faire selon la hiérarchie administrative, il les reçoit directement de RABAT des dirigeants supérieurs.

Récemment, il a convoqué tous les chioukhs et tous les mokhaznis et les a menacé de révocation de leurs emplois s'ils ne font pas en sorte d'assurer les représentants du

Front aux prochaines élections. Il a réussi jusqu'à présent à mettre sur pied les cadres de la direction du parti du Front.

Ces cadres comprennent les traîtres notoirement connus comme tels dans toute la région et qui passent pour les ennemis jurés du peuple. Parmi eux figurent les Khalifats de la période du protectorat : Sliman Bel Hamdounia, Abdallah Bel Larbi Ben Hachemi Hamza. Ce dernier avait été condamné au remboursement d'une dette de 1.200.000 Frs au profit de l'Etat. Le dossier de cette affaire se trouvait à la gendarmerie pour exécution du jugement, le condamné ayant jusqu'ici refusé de payer. Le dossier vient d'être classé à la suite de l'adhésion dans le front de la personne précitée. Hachemi Hamza a même été chargé de recruter tous ceux qui ont à payer des dettes identiques en échange de quoi on les dispense de leur paiement.

Parmi les cadres se trouvent également les anciens chioukhs Allal Ben Arkad, le nommé Achar, Ben Aïcha Lamselmi dont les citoyens n'ont pas encore oublié les agissements arbitraires contre les citoyens durant les années 1953 et 1954. Il était en effet chargé par Bel Hamdounia précité, de cueillir tous les voyageurs venant des villes à Sidi Bennour et de les jeter en prison pour les torturer.

- Le ministre de la SANTE oublie ses véritables fonctions :

Une réunion s'est tenue à l'intention de ces cadres à laquelle a assisté le Ministre KHATIB le 30 Mars dernier.

Lorsque les citoyens ont appris l'arrivée à Sidi Bennour du Ministre de la Santé, ils ont pensé qu'il allait inspecter l'hôpital dont l'état est devenu lamentable, et du point de vue fonctionnement et du point de vue soins à donner aux malades et où la corruption bat son plein à tous les échelons.

Mais le Ministre de la Santé n'a même pas daigné jeter un coup d'oeil du côté de l'hôpital au cours de sa visite.

Aussitôt arrivé, il s'est rendu sur les lieux accompagné des cadres en question pour déjeuner chez le khalifa des Ouled Amrane, le nommé Anini Lahoucine. Ainsi les citoyens de Sidi Bennour se sont rendus compte des fonctions qu'assument réellement les Ministres du pouvoir personnel avec zèle et ardeur.

- Dans la province de MARRAKECH :

Le Gouverneur de la Province de Marrakech Tahar Ou ASSOU, le féodal notoire poursuit sa campagne hystérique à l'échelon de l'ensemble de son commandement, incitant tout l'appareil du pouvoir et de l'administration à s'acquitter de "son devoir" en oeuvrant au profit du "Front du Roi".

Les contacts qu'il prend avec un grand nombre de dirigeants sous ses ordres revêtent un caractère de menaces de révocation en cas de refus d'obéissance au Roi et au Gouvernement.

REUNION de la COMMISSION ADMINISTRATIVE
de l' UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DU MAROC :

La commission publie une déclaration au sujet de la situation actuelle de la politique de l'enseignement et au sujet des subventions destinées à l'Union :

"La Commission Administrative de l'Union Nationale des Etudiants du

Maroc s'est réunie à Rabat samedi, dimanche et lundi 20, 21 et 22 Avril 1963.

"La Commission a examiné la situation politique actuelle, l'état de l'enseignement, et différentes questions d'ordre syndical.

"La Commission a entendu des exposés sur l'activité des fédérations et a étudié les préparatifs du huitième Congrès de l'U.N.E.M.

L' ETAT JONGLE AVEC LES COULEURS ET LES ANNEES

|| à propos du récent amendement modifiant
|| les modalités des élections des Conseils
|| municipaux et Communaux.

Le dahir en date du 1er Septembre 1959 réglementant les élections des Conseils Municipaux et Communaux stipule dans son article 17 qu'un récépissé de déclaration est délivré à tout candidat aux élections municipales et communales, indiquant le numéro d'ordre et la couleur affectées au candidat en question, à l'exception des couleurs rouge et verte.

Le dahir du 9 Novembre 1962 a modifié cet article de telle sorte que la couleur n'est affectée au candidat qu'après la publication des candidatures, et elle est tirée au sort.

Un nouveau dahir vient d'être promulgué le 17 Avril 1963 dernier au Bulletin officiel de vendredi dernier à l'occasion de l'annonce des élections de la Chambre des Représentants.

Ce dahir modifie de nouveau l'Article 17 du dahir relatif aux conseils communaux et ce en rétablissant le texte stipulant que la couleur est affectée au candidat au moment de sa déclaration faisant acte de candidature.

Jusques à quand va-t-on jongler si bêtement avec les couleurs ?

En ce qui concerne les conseillers communaux on vient de modifier la durée de leur mandat par dahir en date du 17 Avril 1963, portant la durée à SIX ans au lieu de TROIS.

En fait le pouvoir de ce pays a épuisé tous les moyens et tous les procédés. La jonglerie avec la loi est érigée en système.

Le but de toutes ces combines consiste à chercher un moyen permettant à l'Etat de créer un climat de stabilité durant six ans avec les représentants des Conseils Municipaux et Communaux à la Chambre des représentants. Mais une telle stabilité ne sera qu'une stabilité sur le papier.